



A Paris, le 28 mai 2010

**Monsieur le Directeur Interrégional
des Douanes et Droits Indirects
d'Ile de France**

Président de la CRM d'Ile-de-France

**7, rue Yves Toudic
75010 PARIS**

Monsieur le Président,

Ces derniers jours, de nouveaux incidents sont survenus aux abords de la résidence de la Masse des douanes à Trembay III.

Dans un premier temps, des poubelles ont été enflammées à plusieurs reprises. Puis, dans la nuit du 26 mai, des véhicules appartenant aux locataires ont encore été incendiés sur le parking de la résidence.

Cette situation est devenue insupportable et intolérable pour l'ensemble des locataires de la Masse dans ce bâtiment. Leur habitat sert de défouloir après chaque intervention des forces de l'ordre dans le quartier.

Pour rappel, les premiers incendies qui ont visé cet immeuble remontent au 18 novembre 2009. Suite à ces événements, des réunions se sont tenues entre les représentants de l'administration, la municipalité de Tremblay-en-France et la SEMIPFA (bailleur social, propriétaire de l'immeuble). Des engagements avaient été donnés afin de remettre en état le bâtiment et sécuriser ses accès.

A ce jour, les locataires ont certes pu constater la remise en état des réseaux d'eau potable et de chauffage mais tout le pan sécuritaire reste à faire (accès au parking, hall d'entrée).

Lors de la Commission Régionale Masse (CRM) du 11 mai dernier, ces retards dans les différents travaux de sécurisation de la résidence de Tremblay III ont été soulignés par les organisations syndicales et les correspondants sociaux de la DI de Roissy.

L'administration avait alors comme seule réponse la convocation de la SEMIPFA à la prochaine CRM prévue en octobre, dans cinq mois, et près d'un an après les faits !

Nous sommes bien conscients que l'administration n'est pas responsable des actes de délinquance dans la commune. Au même titre d'ailleurs, que ce n'est pas aux locataires douaniers d'assumer la surveillance du quartier.

En revanche, en terme de responsabilité des conditions de vie des locataires, c'est bien l'administration qui gère la Masse, et cette dernière doit se donner les moyens d'être entendue rapidement.

Le temps des bonnes intentions est passé, les locataires veulent du concret ; eux comme nous redoutent une escalade de la violence qui pourrait mener à des actes plus graves encore.

Nous vous demandons d'intervenir fermement auprès du bailleur social et de la commune pour que la totalité des travaux de sécurisation de la résidence de Tremblay III soient entrepris dans les plus brefs délais.

Dans l'attente d'une réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre entière considération.

Les élus CFDT à la CRM d'Ile-de-France,
C. LEMAIRE
JM. JAME

Le secrétaire national,
S. RUCART